

Pour une Université démocratique et solidaire

Liste soutenue par la FSU (Snesup, SNCS) et la CGT (FercSup, SNTRS)

Cette profession de foi est présentée par un ensemble d'enseignants, de chercheurs et d'enseignants-chercheurs issus des diverses composantes de l'Université de Bordeaux qui se situent dans la continuité de la force d'opposition constructive constituée au cours du précédent mandat (2013-2017).

1. Un bilan rapide

Nos élus dans les conseils centraux ont soutenu, avec fermeté quand il le fallait, des points de vue opposés à ceux de la présidence, mais ont également contribué à amender des projets dans un sens plus conforme à l'intérêt général. Nous avons ainsi alerté sur les risques de certaines opérations portées par l'équipe présidentielle, qu'il s'agisse des partenariats public/privé ou plus récemment de la dévolution du patrimoine immobilier. Nous avons également souligné la dégradation des conditions de travail des personnels concernés par les différents chantiers du Plan Campus, en particulier lors des graves incidents survenus au cours de ces travaux (chute de plafond, etc).

Nous avons défendu la transparence dans tous les processus décisionnels, notamment pour toutes les questions relevant de la gestion des carrières, de la politique de recrutement et des arbitrages en matière de politiques scientifiques et de formation. En ce qui concerne les collègues enseignants de statut second degré PRAG/PRCE, nos élus ont obtenu une amélioration significative à la fois de la transparence des critères et des promotions à la Hors Classe.

Au nom de cette même transparence, nous avons soutenu l'entreprise de clarification du recours irrationnel aux heures supplémentaires. Nous sommes en revanche opposés à la pratique de la « surpondération », qui conduit à ce qu'une heure d'enseignement assurée au titre de certaines formations continues est mieux rémunérée qu'une heure de formation initiale, induisant un message délétère quant à la hiérarchie de nos activités.

Enfin, nous avons dénoncé inlassablement le recours massif au gel de postes dans la période écoulée, dans un contexte d'austérité budgétaire imposée par l'État, où la LRU est apparue pour ce qu'elle est : une gigantesque tromperie qui, sous couvert d'autonomie accordée aux établissements, organise une démission complète de l'État, laissant des universités sous-dotées sans autre choix que de décider elles-mêmes d'amputer leur potentiel de formation et de recherche.

2. Nos propositions et nos engagements

Nous souhaitons continuer à œuvrer pour un Enseignement Supérieur fondé sur la transparence et la collégialité.

La création des savoirs, dans ses modes de financement et d'évaluation, doit rester indépendante des pressions économiques et politiques, trop souvent axées sur une vision utilitariste à court terme de la recherche et de l'enseignement supérieur. Ainsi, la connaissance ne peut se résumer à l'innovation et à la valorisation technologique, même s'il est légitime que celles-ci occupent une place essentielle au sein de notre collectivité.

Nous nous proposons ainsi d'œuvrer à rétablir l'articulation entre recherche et formation, détruite par la séparation entre collège et département, à laquelle nous étions opposés lors de la fusion des universités bordelaises. Nous défendons une simplification de la "gouvernance" par la fusion collège/département, qui implique de repenser la mise en place d'une administration qui ne soit pas au service d'une techno-structure, mais bien le support de la formation et de la recherche.

Nous contestons la place prise par l'IDEX dans la politique scientifique de l'établissement. Aux côtés de son comité de gestion, l'IDEX est doté d'un « comité stratégique » et d'un « comité opérationnel » qui jouent désormais un rôle majeur dans le choix des orientations scientifiques de l'université de Bordeaux et n'ont de fait aucun compte à rendre aux instances démocratiquement élues de l'Université. Ce mode de gouvernance doit être interrogé, dans le sens d'une reprise en main par les enseignants-chercheurs des décisions stratégiques qui les concernent.

Nous agissons pour le maintien des emplois, pour la revalorisation des carrières de l'ensemble des personnels et contre la dégradation de nos conditions de travail (émiettement des enseignements et multiplication des tâches annexes).

Ces élections vont se dérouler alors que s'ouvre l'examen du projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants. Ce projet porte les germes d'une institution généralisée de la sélection à l'entrée de toutes nos formations universitaires. Outre le fait que cette sélection va accentuer les inégalités sociales et la concurrence entre les universités, elle va aussi impacter le travail des personnels et les choix budgétaires : avec quels moyens humains et budgétaires seront assurés l'étude des milliers de dossiers de candidature, l'accompagnement des étudiants qui auront à valider un « contrat pédagogique » ? Nous serons très vigilants sur toutes ces questions.

Voter pour nos listes, c'est défendre une université publique de justice et de progrès, recentrée sur ses missions premières d'enseignement et de recherche.